



Pya Hodo

Présence appréciée de Faure Gnassingbé à la danse des chasseurs

Le président de la République Faure Gnassingbé a assisté, le lundi 10 mars 2025, à la danse des chasseurs à Pya Hodo dans la préfecture de la Kozah.



PAGE 3

POLITIQUE



Etat d'urgence sécuritaire

Le professeur Gogue aurait pu faire économie de ses inquiétudes

À la suite de la prorogation de l'état d'urgence sécuritaire dans la région des Savanes, le professeur Aimé Gogue, président de l'Alliance des démocrates pour le développement intégral (Addi) qui s'est abstenu ...

PAGE 3

CADRE DE VIE



Relance de "Togo Propre"

Une table ronde pour un engagement collectif

Comme le sphinx renaît de ses cendres, l'opération "Togo Propre" revient bientôt avec plus d'entrain après quelques années d'interruption. Pour baliser ce retour, une table ronde inédite s'est tenue, ce 11 mars à Lomé, réunissant divers acteurs nationaux.

PAGE 11

SECTEUR PRIVÉ

Business

Les opérateurs togolais bientôt en Chine

Près de 100 opérateurs économiques togolais fouleront le sol chinois pour une mission, du 13 au 24 mars 2025. Organisée par la Chambre de commerce et d'industrie du Togo ...

PAGE 5



Manifestation du 23 mars 2025

Les frères ennemis de l'opposition se sont-ils enfin pardonnés ?

Certains acteurs de l'opposition togolaise dont l'Alliance nationale pour le changement (ANC) de Jean-Pierre Fabre annoncent une manifestation contre la nouvelle Constitution. Celle-ci est prévue pour le dimanche 23 mars 2025.

PAGE 3

DERNIERES HEURES

Perturbations électriques à Lomé : des coupures prévues du 12 au 16 mars

La capitale togolaise se prépare à vivre une semaine marquée par des coupures d'électricité, prévues du 12 au 16 mars 2025. La Compagnie énergie électrique du Togo (CEET) a annoncé que ces interruptions sont nécessaires pour des travaux de raccordement et la mise en service de nouveaux ouvrages.

Les zones concernées connaîtront des coupures entre 8h et 20h, affectant notamment les quartiers de Planète Love, Gbomamé, ainsi que ceux de Zanguéra, Klémé Kpodji, et Akato Démé. Selon le programme publié, « les coupures interviendront entre 8h et 20h au plus tard, selon les zones ciblées ». La CEET recommande, dans ce contexte, de « débrancher les appareils lorsqu'une coupure intervient » afin de prévenir tout dommage.

Les habitants des zones touchées devront s'adapter à ces interruptions, qui se poursuivront chaque jour à des horaires spécifiques. Ainsi, des zones comme Flouzito et Ségbé seront également affectées par ces coupures programmées.

CORIS BANK
INTERNATIONAL
La Banque Autrement

10 ANS ET ÇA N'EST QUE LE DÉBUT

Merci pour la confiance !

<https://togo.coris.bank>

	<p style="writing-mode: vertical-rl; transform: rotate(180deg);">SOMMAIRE</p> <p>Ghana/Diplomatie Le président ghanéen veut réconcilier la Cédéao avec l'AEAS</p>  <p style="text-align: right;">P 4</p>	<p>Journée internationale des droits des femmes Le Togo au rendez-vous des objectifs nationaux et mondiaux</p>  <p style="text-align: right;">P 6&7</p>	<p>Relance de "Togo Propre" Une Table ronde pour un engagement collectif</p>  <p style="text-align: right;">P 11</p>
---	--	---	---

Echos des bénéficiaires des produits FNFI

Arzouma Yebli / Revendeuse d'ustensiles en plastique à Pognon

Arzouma Yebli est une femme Togolaise originaire de la Préfecture de Kpendjal Ouest. Peu scolarisée, elle choisit très tôt l'agriculture pour survivre. Mais, devenue mère au foyer, elle décide de lancer une activité génératrice de Revenus afin d'assurer son essor économique personnel et celui de sa famille. D'abord, la revente de Tchakpalo pendant deux décennies. Puis, avec le produit Accès des Pauvres aux Services Financiers (APSEF) du Fonds National de la Finance Inclusive (FNFI), elle se lance dans la revente d'ustensiles plastiques. Retour sur l'histoire de dame Arzouma Yebli, bénéficiaire FNFI à Pognon dans la préfecture de Kpendjal Ouest.



Arzouma Yebli

Orpheline et ayant grandi dans des familles d'accueil, Arzouma Yebli n'a pas eu la chance de terminer l'école primaire. Avant de se lancer dans l'entrepreneuriat, elle était

agricultrice. Le déclic est venu lorsqu'elle est devenue mère et n'avait plus la capacité physique de continuer à aller au champ. Alors, elle réfléchit à comment se reconverter

dans une autre activité. « Je n'ai pas beaucoup étudié, donc je n'avais pas trop de choix. Il fallait que je trouve de l'argent pour démarrer un commerce » annonce-t-elle. C'est ainsi qu'elle opte d'abord pour le Tchakpalo, puis plus tard pour la revente

ses produits. En février 2017, débute son aventure avec le produit APSEF. Avec son premier crédit, elle achète des bassines plastiques qu'elle écoule en quelques semaines. Progressivement, elle réussit à diversifier ses articles avec d'autres ustensiles en plastique : assiettes, bols, fourchettes, cuillères, paniers... etc. Quand on demande à Arzouma pourquoi elle a choisi les ustensiles en plastique, elle explique : « j'ai choisi les ustensiles en plastique parce que ce n'est pas cher. C'est vrai que les ustensiles en aluminium et en métal durent, mais tout le monde n'a pas ce moyen-là. La preuve, j'écoule rapidement mes articles ».

Aujourd'hui, Arzouma est autonome et est un atout important pour sa famille et sa communauté. Se sentant investie d'une mission, elle veut aller plus loin encore : « je ne suis pas encore satisfaite. Je veux agrandir mon commerce et pourquoi pas devenir revendeuse grossiste d'ustensiles en plastique. Avec le FNFI, c'est possible » affirme-t-elle. Et d'ajouter : « ici à Pognon, je connais d'autres femmes qui se sont autonomisées avec les produits FNFI. Je

peux dire que la condition féminine s'est nettement améliorée à maints égards partout au Togo depuis que FNFI est là. »

Outre le FNFI, Arzouma ne fait pas des prêts ailleurs. Et voici la raison qu'elle évoque : « après avoir bouclé le cycle du produit APSEF, je voulais encore du financement pour évoluer. Mais les taux d'intérêts qui m'ont été proposés ne m'avantageaient pas. J'ai laissé ». En effet, avant le FNFI et ses produits, l'aspect le plus controversé par les femmes qui ont besoin de crédits est celui des taux d'intérêt appliqués par les micros prêteurs.

Ces taux sont plus élevés, souvent même beaucoup plus élevés, que les taux bancaires ordinaires, parce qu'il est évidemment plus coûteux de prêter et de collecter un montant donné réparti en plusieurs milliers de prêts minuscules plutôt que de prêter et de collecter ce même montant réparti en quelques prêts de grande ampleur. Avec le FNFI ce problème est réglé et les Togolais ont depuis 2014 accès à des produits financiers avec des taux avantageux et bonifiés.

Ceci est un programme du ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodolakina
Secrétaire de rédaction :
Edy Alley
Responsable web :
Carlos Amevor
Comité de rédaction :
Françoise Dasilva

Alexandre Wémima
Edem Dadzie
Luc Biova
Rachid Zakari
Responsable administrative, financière
et commerciale:
AMAH Essognim

Graphiste:
Eros Dagoudi
Imprimerie: Direct Print
Distribution: TogoMatin
Tirage: (2000 exemplaires)

Etat d'urgence sécuritaire

Le professeur Gogue aurait pu faire économie de ses inquiétudes

À la suite de la prorogation de l'état d'urgence sécuritaire dans la région des Savanes, le professeur Aimé Gogue, président de l'Alliance des démocrates pour le développement intégral (Addi) qui s'est abstenu de voter la semaine dernière ; a fait une sortie publique dont il aurait pu se passer.

Le problème au Togo est que les partis politiques interviennent de façon peu opportune sur certains sujets, juste pour exister, ou donner l'impression aux populations que l'on est en train de les défendre. Sinon de quels éléments probants dispose aujourd'hui Addi pour exprimer des réserves sur la gestion de la crise sécuritaire et le manque de garanties pour les libertés fondamentales.

« L'instauration de l'état d'urgence sécuritaire ne doit en aucun cas être un prétexte pour restreindre les droits des citoyens, museler les voix dissidentes ou compromettre

le fonctionnement des institutions démocratiques », affirme le chef du parti politique Addi, et chef de file de l'opposition. Le professeur Aimé Gogue a raison de se poser des questions. En effet, l'on n'est jamais à l'abri des abus de pouvoirs et des dérives autoritaires.

Toutefois, ce n'est pas la première fois que l'état d'urgence sécuritaire est autorisé dans la région des Savanes. Cette mesure est en vigueur depuis plus d'un an. Et durant cette période, y a-t-il eu des plaintes pour abus de pouvoir, dérive autoritaire, ou violation des droits de l'Homme ? La Commission nationale des droits de l'Homme (CNDH) a des relais sur l'ensemble du territoire national et ne peut pas laisser passer de telles pratiques.

Par ailleurs, le Togo regorge d'organisations de défense

des droits de l'Homme (ODDH) très actives et promptes à se saisir de toute situation de violation de ces droits (puisque c'est de leur rôle de constituer des contres



Le professeur Aimé Gogue

pouvoirs solides au profit des populations). De plus, à l'ère des réseaux sociaux, ces faits sont rapidement relayés par les populations, au point où les auteurs même se demandent comment les vidéos et images de leurs forfaits se retrouvent diffuser...

Durant l'épisode de la Covid-19 avec l'intervention d'un

couvre-feu, il y a eu quelques dérapages de la part de certains corps habillés ; et c'est par les réseaux sociaux que les alertes ont été données, avant même que les médias et les institutions compétentes ne s'en saisissent. L'on peut donc sur cette base affirmer qu'il n'y pas de chance que des abus restent sous silence dans la région des Savanes dans le cadre de l'état d'urgence sécuritaire.

Evoquant toujours cette prorogation, le professeur Gogue affirme : « Une telle décision nécessite un consensus national, mais l'opposition a été tenue à l'écart des concertations ». De quel consensus national parle l'universitaire et homme politique togolais ? A-t-il déjà oublié que le peuple leur a donné à lui et aux autres députés les prérogatives nécessaires pour agir en son

nom, notamment, voter des lois comme celui concernant l'état d'urgence sécuritaire ?

L'opposition est représentée à l'Assemblée nationale. D'ailleurs Brigitte Kafui Adjamagbo-Johnson qui est souvent très opposée à la majorité parlementaire, a admis être membre de la Commission des lois. Elle a certainement fait des propositions en Commission que la plénière n'est pas obligée de prendre en compte. D'ailleurs, lors de la plénière, elle s'est aussi abstenue.

Et comme le Togo s'est résolument tourné vers le modèle de gouvernance démocratique, les décisions sont prises à la majorité au sein des institutions comme l'Assemblée nationale. Mais, à tout cela, précède un débat permettant aux élus de défendre chacune leur position.

TM

Manifestation du 23 mars 2025

Les frères ennemis de l'opposition se sont-ils enfin pardonnés ?

Certains acteurs de l'opposition togolaise dont l'Alliance nationale pour le changement (ANC) de Jean-Pierre Fabre annoncent une manifestation contre la nouvelle Constitution. Celle-ci est prévue pour le dimanche 23 mars 2025.

clairement apporté son soutien. Le 2 août 2021, lors d'une conférence de presse, Jean-Pierre Fabre avait déclaré être lésé par les discours « mensongers » prononcés



Brigitte Kafui Adjamagbo-Johnson (à gauche) et Jean-Pierre Fabre (Image d'archives)

Pendant que des observateurs affirmaient avec conviction que cette initiative ne donnera aucun résultat, l'on apprend que la Dynamique pour la majorité du peuple (DMP) de Brigitte Kafui Adjamagbo-Johnson sera de la partie. L'on a cru à un moment donné que la réconciliation était impossible entre Jean-Pierre Fabre et Adjamagbo-Johnson. Du moins, qu'aucun rapprochement n'est plus possible entre ces deux acteurs qui ont été proches durant de nombreuses années, notamment dans le cadre de la Coalition des 14. En effet, alors qu'elle était coordonnatrice de la Dynamique monseigneur Kpodzro (DMK), Brigitte Kafui Adjamagbo-Johnson est rentrée en confrontation avec le parti de son ancien ami.

La DMK qui réclamait la victoire à l'élection présidentielle du 22 février 2020, n'a jamais digéré le fait que l'ANC ne lui ait pas

par Brigitte Kafui Adjamagbo-Johnson dans le cadre de l'élection présidentielle.

Celle-ci accusait le leader de l'ANC d'avoir fait un arrangement avec le pouvoir pour avoir le poste de maire de la commune du Golfe 4. Jean-Pierre Fabre avait exigé des excuses publiques de la part de Adjamagbo-Johnson et de son regroupement (la DMK). Entre temps, elle a eu des mésententes avec ce regroupement et est sortie avec d'autres membres de la DMK pour créer la DMP dont elle est de nouveau la coordonnatrice.

Dans ces conditions, Jean-Pierre Fabre veut-il toujours de ses excuses publiques ? Brigitte Adjamagbo-Johnson rejoindra-t-elle réellement le président national de l'ANC et ses amis le 23 mars prochain ? Comment va évoluer cette nouvelle collaboration qui se dessine ?

E. Dadzie

Pya Hodo

Présence appréciée de Faure Gnassingbé à la danse des chasseurs

Le président de la République Faure Gnassingbé a assisté, le lundi 10 mars 2025, à la danse des chasseurs à Pya Hodo dans la préfecture de la Kozah.

Cette manifestation culturelle annonce le début effectif de la période de chasse pour une durée d'environ un mois et marque la fin des rites funéraires en pays kabyè.

Les chasseurs issus de différents cantons, munis d'outils traditionnels de chasse, exhibant les produits de chasse, ont à travers des prestations de danses et de chants, loué la bravoure, la ténacité, l'endurance et l'habileté des jeunes et adultes qui fièrement, prennent part à cette partie. Ils ont exprimé leur reconnaissance à Dieu et aux mânes des ancêtres pour

l'abondance des récoltes.

Ce fut l'occasion pour ces chasseurs et danseurs de démontrer leur profond attachement aux richesses culturelles. Ils ont salué la présence du chef de l'Etat à cette manifestation traditionnelle et lui ont témoigné leur gratitude pour sa politique de paix, de sécurité.

Les chasseurs et danseurs lui ont rendu un hommage mérité pour sa vision éclairée et sa politique de promotion des valeurs culturelles sur l'ensemble du pays.

Au nom du président de la République, le ministre de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et de la Chefferie coutumière, le colonel Hodabalo Awaté a

félicité les danseurs pour leurs diverses prestations qui traduisent leur intérêt pour la tradition et le patrimoine



Faure Gnassingbé, président de la République du Togo

culturel togolais.

Il faut noter que la chasse traditionnelle dans la préfecture de la Kozah intervient en période d'inactivité, entre les récoltes et la future saison des pluies.

La rédaction

Ramadan 2025

Faure Gnassingbé témoigne de sa générosité envers les musulmans de la région des Savanes

Le mois de Ramadan est celui pendant lequel il est recommandé aux croyants de faire montre d'actes de générosité envers les personnes démunies. Le président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé a respecté cette recommandation divine en offrant des vivres d'une valeur de 40 millions francs CFA à la communauté musulmane de la région des Savanes.

Composé de 450 sacs de riz, 90 cartons de sucre, 280 sacs de sucre en vrac, 150 cartons d'huile végétal et 240 cartons de lait de marque Peak, le don du président de la République a été remis aux représentants des bénéficiaires par le gouverneur de la région des Savanes, Affoh

Atcha-Dédji, le vendredi 07 mars 2025.

La cérémonie de remise s'est déroulée au gouvernorat de la région des Savanes, en présence du général Yark Damehane, ministre des Ressources halieutiques et de la Transhumance, des préfets, des maires de la région et responsables religieux musulmans.

Le gouverneur a souligné l'importance de ce geste du président de la République, qui vise à « permettre aux fidèles musulmans d'observer le mois béni de Ramadan dans

de meilleures conditions ». Affoh Atcha-Dédji a exhorté les bénéficiaires à prier pour la paix dans la région et pour la vie du chef de l'Etat.

Selon un récent rapport de l'INSEED, réalisé avec l'appui de la Banque mondiale, la région des Savanes, située au nord du pays, enregistre l'incidence de la pauvreté multidimensionnelle la plus élevée (61,3 %), tandis que le Grand Lomé, qui concentre plus d'un quart de la population togolaise, affiche un taux minimal de 4,1 %.

Affo-Djèlè Alarba

Ghana/Diplomatie

Le président ghanéen veut réconcilier la Cédéao avec l'AES

Après une escale à Bamako, le président ghanéen John Dramani Mahama poursuit sa tournée en Afrique de l'Ouest avec une visite à Niamey ce dimanche. Objectif affiché : rétablir un dialogue entre la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) et l'Alliance des États du Sahel (AES), regroupant le Mali, le Niger et le Burkina Faso.

rencontré le général Assimi Goïta, président de la transition malienne. Selon la présidence ghanéenne, les discussions ont principalement porté sur la lutte contre l'insécurité grandissante dans la région et le renforcement des échanges commerciaux.



John Dramani Mahama (en tenue complet bleu)

Depuis leur retrait de la Cédéao, ces trois pays sahéliers, dirigés par des régimes militaires, revendiquent une souveraineté renforcée et un nouveau cadre de coopération sécuritaire et économique. Face à cette fracture régionale, John Dramani Mahama, récemment réélu à la tête du Ghana, tente de jouer les médiateurs, à la demande de son homologue ivoirien, Alassane Ouattara. À Bamako, samedi 8 mars, le président ghanéen a

notamment proposé aux autorités maliennes un accès privilégié aux ports ghanéens pour le transit de leurs marchandises, facilitant ainsi les échanges entre le Sahel et la côte atlantique.

Sur son compte X (ex-Twitter), le général Goïta a salué cette initiative en qualifiant le président ghanéen de « frère », affirmant leur volonté commune de travailler au renforcement des liens entre les États sahéliers et le reste

de la région. Ce dimanche, John Dramani Mahama est reçu par le général Abdourahamane Tiani, chef du Conseil national pour la sauvegarde de la patrie (CNSP) au Niger. Une rencontre particulièrement attendue, alors que les assises nationales nigériennes ont récemment entériné une transition militaire de cinq ans, renforçant l'ancrage du régime en place.

Si la présidence ghanéenne ne mentionne pas explicitement un retour de l'AES au sein de la Cédéao, elle insiste sur l'urgence d'une « réconciliation ». Ce choix sémantique marque une inflexion diplomatique, privilégiant une approche pragmatique face aux tensions accumulées depuis la rupture.

En se positionnant comme un intermédiaire crédible, John Dramani Mahama tente de préserver l'unité régionale dans un contexte où la fragmentation politique menace la stabilité de l'Afrique de l'Ouest. Reste à voir si cette initiative ouvrira la voie à un dialogue durable entre la Cédéao et l'AES, ou si les divergences profondes entre les blocs continueront d'alimenter la fracture géopolitique de la région.

T.M.

Kenya/Politique

William Ruto et Raila Odinga officialisent leur partenariat

Le chef de l'État kenyan a signé un accord de coopération politique avec son ancien rival, en vue de revigorer sa présidence après des mois de crise. Les deux hommes ont officialisé ce partenariat vendredi 7 mars, promettant de travailler ensemble sur les nombreux défis du pays, dont sa dette croissante et la corruption. Opposant historique, Raila Odinga a été cinq fois candidat malheureux à la présidentielle au Kenya.

La popularité du président kenyan William Ruto s'est émoussée lorsque des projets de nouvelles taxes ont déclenché des manifestations de masse de la jeunesse au Kenya l'an dernier. Des manifestations durant lesquelles au moins 60 personnes ont été tuées, selon des organisations de défense des droits humains. Le mouvement de protestation a plongé le gouvernement Ruto dans une crise, forçant le chef de l'État à s'allier à son rival Raila Odinga pour former un « gouvernement à large assise » l'année dernière.

L'accord consiste à « contribuer à apaiser la tension qui règne dans le pays », a déclaré l'octogénaire dans un discours. « Nous sommes d'accord pour prendre des mesures visant à réaligner les priorités économiques, sociales et politiques du

pays afin de répondre à l'agenda des jeunes », a-t-il ajouté.

William Ruto a déclaré que l'alliance avec Raila Odinga est « un chemin vers la terre promise où la liberté et les opportunités sont garanties pour tous ». Mais son administration a été confrontée à un mécontentement croissant chez les jeunes, dans un pays où 80 % des habitants ont moins de 35 ans.

Les analystes politiques ont décrit le partenariat avec Raila Odinga comme une tentative de « sauver un régime en déclin ». « Tout ce qui pourrait mal tourner dans le gouvernement a mal tourné, les promesses qu'il a faites ne sont pas tenues », a déclaré l'analyste Barrack Muluka à l'AFP.

Bien que les deux dirigeants insistent sur le fait qu'il ne s'agit pas d'une coalition complète, Barrack Muluka a déclaré qu'il s'agit d'une tentative de « mettre en place une machine qui permettrait à Ruto d'être réélu en 2027 ». S'il restait dans l'opposition, Odinga pourrait « causer des défis incalculables », selon l'analyste.

Jeune Afrique

Gabon/Présidentielle

Présidentielle du 12 avril : 4 candidats retenus, 19 recalés

À un peu plus d'un mois de l'élection présidentielle au Gabon, le ministère de l'Intérieur a publié, ce dimanche 9 mars, la liste des candidats retenus. Sur les 23 prétendants ayant déposé leur dossier, seuls quatre ont été jugés éligibles pour concourir le 12 avril prochain. Parmi eux, le président de la transition, Brice Clotaire Oligui Nguema, l'ancien Premier ministre Alain-Claude Bilie-By-Nzé, ainsi que Joseph Lapensée Essingone et Stéphane Germain Iloko Boussengui.

En revanche, 19 candidats ont été recalés, dont Jean-Rémy Yama, figure syndicaliste et acteur majeur de la société civile gabonaise, ainsi que Pierre Claver Maganga Moussavou, ancien vice-président de la République. Les candidats écartés disposent désormais de 72 heures pour déposer un recours auprès de la Cour constitutionnelle.

Dès l'ouverture des dépôts de candidature, Brice Clotaire Oligui Nguema a été le premier à soumettre

son dossier, samedi matin. Accompagné de son épouse Zita et soutenu par des sympathisants, il a officialisé sa mise en disponibilité de l'armée, une condition préalable pour un militaire souhaitant se présenter à une élection. Il concourt en indépendant sous la bannière du Mouvement des Bâtisseurs.

L'ancien Premier ministre Alain-Claude Bilie-By-Nzé, quant à lui, a déposé son dossier en toute discrétion, laissant entendre qu'il s'exprimerait davantage dans les jours à venir. L'ancien chef du gouvernement, qui a su manœuvrer au sein des arcanes du pouvoir sous Ali Bongo, pourrait se poser en alternative crédible face au chef de la transition.

La liste des candidats non retenus inclut plusieurs personnalités notoires. Jean-Rémy Yama, syndicaliste ayant passé 18 mois en



Brice Clotaire Oligui Nguema, président de transition du Gabon

détention sous l'ère Bongo, figurait parmi les espoirs d'une candidature issue de la société civile. De son côté, Pierre Claver Maganga Moussavou, malgré sa persévérance politique après quatre tentatives présidentielles, a été

disqualifié en raison de la limite d'âge fixée à 70 ans dans la nouvelle Constitution. Albert Ondo Ossa, candidat de l'opposition lors de l'élection contestée d'août 2023, a quant à lui brillé par son absence.

Plusieurs postulants

avaient sollicité un délai supplémentaire pour régulariser certains documents administratifs, dont la quittance du Trésor attestant du paiement de la caution de 30 millions de F CFA.

T.M.

Inflation en février 2025

Un équilibre précieux entre hausse et baisse des prix

C'est une évolution contrastée des prix que révèle l'Indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) de février 2025. L'inflation annuelle a progressé de 2,1% par rapport à février 2024, principalement tirée par les hausses dans les secteurs alimentaires, des logements et des services d'hébergement.

Etude menée par l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED), l'Indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) permet d'apprécier l'inflation au Togo. Pour février 2025, l'augmentation la plus significative concerne la catégorie des Produits alimentaires et boissons non alcoolisées, avec une hausse de 6,8%, suivie de près par Restaurants et services d'hébergement (+2,4%) et Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles (+3,7%). Ces secteurs pèsent lourdement sur le portefeuille des Togolais. On note également la flambée des prix de certains



Un marché au Togo

produits du quotidien, comme les plats de haricot + gari (+14,4%) ou les charbons de bois (+14,2%). Ces hausses se sont ressenties, notamment dans les ménages les plus vulnérables.

Cependant, une contrepartie se fait sentir : les prix du secteur Transport ont enregistré

une baisse de 1,7%. Cette diminution partielle a permis de limiter la hausse générale de l'IHPC. En effet, si l'augmentation des produits alimentaires pèse lourdement, le recul des coûts du transport offre un léger soulagement à la consommation. Le mois de février n'a pas seulement été une période d'augmentation.

En comparaison avec janvier 2025, l'indice des prix a augmenté de 0,3%. Cette évolution, bien que modeste, résulte principalement de la hausse des coûts dans le secteur du Logement, eau, électricité, gaz (+3,9%) et des Restaurants et services d'hébergement (+2,2%). Toutefois, une baisse notable a été observée

dans plusieurs produits alimentaires comme les oignons frais (-38,4%) ou le riz local (-3,0%), offrant un léger répit aux consommateurs.

L'élément marquant reste la diversité des variations, tant au niveau des produits locaux que des produits importés. Les produits locaux ont connu une hausse de 2,9%, tandis que les produits importés ont vu leurs prix baisser de 2,2%, une dynamique qui interroge sur les effets de la mondialisation et de la politique économique régionale, notamment au sein de l'Uemoa. Bien que l'inflation globale reste sous contrôle avec un taux de 2,8% en février 2025, chaque catégorie de produit, chaque secteur a ses propres dynamiques. Cette volatilité doit être prise en compte dans les politiques publiques pour protéger les plus fragiles.

Edy Alley

Business

Les opérateurs togolais bientôt en Chine

Près de 100 opérateurs économiques togolais fouleront le sol chinois pour une mission, du 13 au 24 mars 2025. Organisée par la Chambre de commerce et d'industrie du Togo (CCI-Togo) en collaboration avec l'Association Culture d'entreprise de Hebei, cette initiative marque un tournant dans les relations économiques entre le Togo et la Chine.

Le but de cette visite est d'explorer des opportunités d'affaires dans des secteurs stratégiques tels que l'industrie mécanique, le génie civil, l'agriculture ou encore l'automobile. Au programme, la découverte de structures de production spécialisées : des usines de tuyaux, de céramique,

de câbles électriques, ainsi que des unités fabriquant des pièces détachées pour véhicules. Une immersion précieuse pour les entrepreneurs togolais, leur offrant un accès direct aux innovations chinoises. Le commissaire chargé du secteur industrie à la CCI-Togo, Bekley Ezzo-Byou, souligne l'importance de cette mission. C'est une occasion unique de bâtir des partenariats solides avec des acteurs chinois, affirme-t-il. Il rappelle également l'engagement constant de la CCI-Togo à accompagner les entreprises locales dans leur expansion internationale, à travers



Chambre de commerce et d'industrie du Togo (CCI-Togo)

des missions régulières visant à renforcer leur compétitivité. Cette mission s'inscrit dans un cadre plus large, celui du mémorandum d'entente

signé entre les deux institutions. Avec cette démarche, l'ambition est de dynamiser les échanges économiques entre le Togo et la Chine, ouvrant la voie

à de nouvelles opportunités pour les entreprises togolaises. Un partenariat gagnant-gagnant en perspective.

Rédaction



PIA
PLATEFORME INDUSTRIELLE D'INVESTISSEMENT
— TOGO —

Une zone industrielle de pointe, au service de l'industrialisation togolaise



www.pia-togo.com

Journée internationale des droits des femmes

Le Togo au rendez-vous des objectifs nationaux et mondiaux

La 30^e célébration de la Journée internationale des droits des femmes a été observée, le samedi 8 mars 2025, dans le monde. « Pour toutes les femmes et les filles : droits, égalité et autonomisation », tel est le thème des Nations unies pour la commémoration de 2025. Le Togo a également fait sa part, visant à donner à la prochaine génération les moyens d'agir en tant que catalyseurs d'un changement durable.

La Journée internationale des droits des femmes est l'occasion de se mobiliser et d'appeler à l'action et à la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing, en vue d'un monde meilleur et égalitaire pour toutes et tous. Pour ce faire, chaque petite action compte. Et les femmes du Grand Lomé ne veulent pas se laisser compter.

Les Femmes vaillantes du Grand Lomé mobilisées pour le 8 mars

Le Groupement des femmes vaillantes et dynamiques du Grand Lomé (GFVD-GL) a marqué

chaleureuse et conviviale, a réuni de nombreuses femmes motivées à contribuer au bien-être de leur communauté. Conscientes de l'importance du don de sang, elles ont répondu massivement à l'appel, affirmant ainsi leur engagement humanitaire. Gbassakpo Biova, présidente du Groupement, a souligné la symbolique de ce geste en cette journée dédiée aux femmes : « Nous avons choisi ce jour du 8 mars pour donner notre sang ».

Des ministères répondent aux aspirations des femmes

Dans le cadre de la Journée internationale des droits des femmes, la cellule focale genre du ministère du Tourisme a organisé, ce vendredi 7 mars 2025 à Lomé, une rencontre d'échanges et de formation destinée aux femmes fonctionnaires du secteur du tourisme. L'objectif principal de cette rencontre a été de proposer aux participantes des pistes concrètes de création d'activités

Senyo, membre de la cellule focale genre, a insisté sur la nécessité de passer à l'action pour promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des

et présidée par la directrice de cabinet, Dzifa Gameti, cette initiative visait à souligner que l'accès aux droits fondamentaux passe par une reconnaissance

et de demain puissent réaliser leurs aspirations les plus audacieuses, dans la dignité, la liberté et l'égalité ». Elle a souligné que tant que des obstacles



Femmes vaillantes du Grand Lomé

femmes. De son côté, Kpayé Koffi Bakayota, directeur de cabinet du ministère du Tourisme, a mis en avant l'importance de la solidarité et de l'action collective pour garantir un avenir où toutes les femmes puissent jouir pleinement de leurs droits, indépendamment de leur

administrative effective. Selon les organisateurs, disposer de documents d'identité permet d'exister juridiquement, d'accéder aux services publics et de participer pleinement à la vie socio-économique. Lors de cette rencontre, les participants ont été sensibilisés sur le programme e-ID Togo, un projet mis en place par l'État togolais pour attribuer à chaque résident un Numéro d'identification unique (NIU). Ce dispositif modernise et sécurise l'identité des citoyens, facilitant ainsi les démarches administratives et renforçant l'inclusion sociale, notamment celle des femmes. Une avancée significative vers leur autonomisation à travers l'accès aux documents officiels.

« Des actions concrètes et un engagement sans faille », Sandra Johnson

Dans son message, Dr Sandra Ablamba Johnson a mis en avant l'héritage de résilience et de victoires laissé par ces femmes, tout en appelant les générations présentes et futures à poursuivre cette lutte : « Cela nous engage à travailler sans relâche pour que les femmes d'aujourd'hui

persistent et que des voix féminines restent marginalisées, le combat pour l'égalité des sexes demeure inachevé. La ministre a reconnu les progrès réalisés en matière de droits des femmes, tout en insistant sur la nécessité de redoubler d'efforts dans des secteurs clés tels que l'éducation, la santé, la sécurité et la participation politique.

Elle a plaidé pour des actions concrètes afin d'assurer une véritable émancipation des femmes et de garantir leur pleine inclusion dans la société. Son message se veut un appel à l'unité et à l'engagement collectif. « Chaque femme qui a osé défier l'injustice a non seulement marqué son époque, mais a aussi ouvert des portes pour celles qui suivront. Nous devons honorer cet héritage et continuer le combat pour un monde où les droits des femmes sont pleinement respectés ». Cette journée, au-delà de la réflexion sur les défis persistants, est également l'occasion de célébrer les avancées et de renforcer la solidarité mondiale. Pour Dr Sandra Ablamba Johnson, la lutte pour l'égalité ne se limite pas à une seule journée



Des femmes célébrant le 8 mars

la journée du 8 mars 2025, par un geste de solidarité et de générosité. En effet, les membres du Groupement ont organisé une collecte de sang au Centre national de transfusion sanguine (CNTS) de Tokoin Adewui, une action visant à sauver des vies. L'événement, empreint d'une ambiance

économiques adaptées à leurs compétences et à leurs fonctions. L'atelier a également permis de sensibiliser sur les dangers d'une mauvaise gestion du temps libre et sur l'importance de l'initiative entrepreneuriale pour l'indépendance des femmes. Edzodzinam

statut. D'une activité à l'autre, le personnel du ministère de l'Enseignement supérieur a pris part, le 7 mars à Lomé, à une conférence de sensibilisation sur l'importance des documents d'identité. Organisée en partenariat avec l'Agence nationale d'identification,

: « elle se poursuit au quotidien, à travers des actions concrètes et un engagement sans faille ». Elle a ainsi exhorté chacun à jouer son rôle pour garantir aux femmes un avenir libre, égalitaire et porteur d'espoir.

Avancée des droits de la femme

L'éducation et la volonté de progresser nourrissent l'espoir. Aujourd'hui, selon les chiffres publiés par les Nations unies (unwomen.org), 89 % des gouvernements considèrent que l'élimination de la violence à l'égard des femmes constitue une priorité absolue et 193 pays ont pris des mesures juridiques pour y faire face. Les données montrent que les pays dotés de lois contre la violence domestique ont enregistré moins de cas de violence à l'égard des femmes. La plupart des pays du monde ont atteint la parité dans l'éducation. En comblant l'écart entre les sexes dans l'accès à la science et à la technologie et dans le développement de ces dernières, nous éliminons les derniers obstacles à l'égalité des chances et créons une technologie au service d'un plus grand nombre de personnes et de la planète. Davantage d'États ont renforcé les services de soins et 32 % des pays du monde entier se prononcent désormais en faveur de meilleurs salaires et de conditions de travail sûres pour les soignants. Cent douze (112) pays disposent d'un plan national en faveur de la participation des femmes aux processus de paix et de sécurité, ce qui représente une augmentation significative par rapport aux 19 pays enregistrés en 2010.

Six actions en faveur de l'égalité des sexes

Les six actions suivantes peuvent vraiment changer les choses, tout en plaçant le leadership des jeunes femmes et des adolescentes au cœur de tous les efforts :

1- Pour toutes les femmes et les filles, une révolution numérique : la réduction de la fracture numérique entre les sexes pourrait permettre d'économiser 500 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années. La technologie doit

être une force pour l'égalité et non l'exclusion. Soutenez le pacte numérique mondial en adoptant des politiques qui permettent de combler la fracture numérique entre les sexes, en assurant l'égalité d'accès et de leadership pour toutes les femmes et les filles dans le domaine de la technologie.

2- Pour toutes les femmes et filles, la fin de la pauvreté : près d'une femme sur dix vit dans l'extrême pauvreté. Les services publics et la protection sociale multiplient les débouchés économiques et développent la sécurité des femmes. Les femmes se consacrent au moins deux fois plus au travail de soins non rémunéré que les hommes. Les soins constituent le fondement de toutes les sociétés, bien qu'ils soient largement sous-évalués et non rémunérés. La réduction des écarts en matière de soins pourrait créer 300 millions d'emplois d'ici 2025. Investir dans les budgets nationaux pour renforcer la protection sociale, les services publics, en particulier les services de soins, donnera aux femmes une chance égale de prospérer et de lutter contre la pauvreté.

3- Pour toutes les femmes et filles, zéro violence : une femme sur trois subit des violences au cours de sa vie. Bien que nous ayons de nombreuses lois à notre disposition au niveau mondial, elles sont souvent mal appliquées et les investissements dans les stratégies de prévention font défaut. Adoptez, mettez en œuvre et financez des lois et des politiques nationales qui prévoient une impunité zéro en matière de violence à l'égard des femmes et soutenez les organisations locales de femmes.

4- Pour toutes les femmes et filles, un pouvoir décisionnel plein et égalitaire : partout dans le monde, les décisions qui affectent la vie des femmes sont encore prises en grande majorité par les hommes. C'est non seulement injuste, mais c'est aussi inefficace. Mettez en œuvre des lois et des politiques, appliquez des mesures spéciales temporaires afin d'accroître le nombre de femmes à des postes de décision

dans la politique, dans les entreprises et dans les institutions.

5- Pour toutes les femmes et les filles, la paix et la sécurité : plus de 600 millions de femmes et de filles vivent à proximité de sites de conflits armés, avec une augmentation de 50 % des violences sexuelles liées aux conflits pour la seule année écoulée. Les organisations

tous les aspects de la paix et de la sécurité et financez les organisations de femmes dans les situations de crise et de conflit.

6- Pour toutes les femmes et les filles, la justice climatique : alors que la crise climatique et la perte de la biodiversité s'accroissent, les femmes et les filles, particulièrement celles des communautés rurales et autochtones,

et dans leur accès à ces emplois, par exemple dans les secteurs des soins, de l'agriculture durable et des énergies renouvelables.

Source : unwomen.org

L'inégalité entre les sexes est le plus grand défi de notre époque et l'égalité des sexes est sa plus grande chance. Les Nations unies appellent les gouvernements du



Femmes africaines



Sandra Johnson

de femmes sont les premières à intervenir en cas de crise et à défendre la paix. Pourtant, elles restent sous-financées et sous-estimées. Adoptez des plans nationaux entièrement financés pour accroître la participation significative des femmes à

en subissent les effets dévastateurs de plein fouet. Elles sont également à l'avant-garde des solutions. Faites des droits des femmes et des filles et de leur leadership dans l'action climatique une priorité en investissant davantage dans les emplois verts

monde entier à agir avec résolution et détermination pour toutes les femmes et les filles. Pour combler les écarts entre les sexes à l'échelle mondiale d'ici 2030, il faudra investir 360 milliards de dollars par an.

Luc Biova

Le saviez-vous?



Peu importe combien de temps il vit, le plus grand lion finira par mourir misérablement. C'est la vie !

Ils peuvent mourir jeunes des blessures qu'ils ont subies en défendant leur fierté.

Ils peuvent mourir vieux, affaiblis par l'âge. À leur sommet, ils règnent, chassent d'autres animaux, attrapent, dévorent, avalent et laissent leurs miettes aux hyènes. Mais l'âge vient vite.

Le vieux Lion ne peut ni chasser, ni tuer, ni se défendre. Il erre et rugit jusqu'à ce qu'il manque de chance.

Il sera acculé par les hyènes, grignoté et mangé vivant par elles. Ils ne le laisseront même pas mourir avant qu'il ne soit démembré.

La vie est courte.

Le pouvoir est éphémère. Je l'ai vu chez les lions.

Je l'ai vu chez les personnes âgées.

Tous ceux qui vivent assez longtemps deviendront très vulnérables à un moment donné. Soyons donc humbles. Aidez les malades, les faibles, les vulnérables et surtout n'oubliez jamais que nous quitterons la scène un jour.

Tout finit par finir ! Même la beauté aussi.

Pensée du jour

Si vous défendez toujours l'erreur de vos enfants, soyez sûr qu'un jour vous embaucherez un avocat pour défendre leurs crimes, car la discipline n'est pas égales à la maltraitance de ceux ci.

Débat

Sa femme décède dans un hôtel avec un autre homme.

Il refuse de se mêler aux obsèques en disant que cela ne concerne que la belle-famille ; qu'elle gère sa manière.

Selon vous c'est une bonne manière de traiter la mère de ses enfants ?? Qu'en pensez-vous ?



Tu pars à un mariage, on sert la nourriture et arrivé à ton tour la nourriture finit.

Tu ne dis rien. tu restes tranquille dans ton coin.

On sert La boisson, à ton tour ca finit aussi!

Tu as failli t'en prendre aux gens qui font le service , mais tu te retiens encore.

Mais au moment de partager les pique-dents on commence par toi. Soyons honnêtes, comment vas-tu réagir ?

Blague

Socrate dit :

Quand j'étais jeune je n'aimais pas me lever tôt, et ma mère détestait ce comportement de ma part car elle rêvait de me voir un jour comme un riche marchand.

Et un jour ma mère est allée avec moi chez le professeur..et se sont mis d'accord qu'il me donne une leçon !

Il me recitait les avantages de se lever tôt.

• Professeur : Socrate, je vais te raconter une belle histoire, et tu me diras qu'est-ce que tu en as bénéficié, d'accord ?

Socrate : D'accord

• Le professeur : Il y avait deux oiseaux, dont l'un se réveillait tôt et mangeait des insectes et nourrissait ses petits, et le second se réveillait tard et ne trouvait rien à manger... Qu'as-tu retiré de l'histoire, Socrate ?!

• Socrate :

Les insectes qui se réveillent tôt sont mangés par les oiseaux !

Scandale à l'église ce dimanche !

Témoignage de menstruation à l'église.

Ce dimanche, pendant le culte, une fille teint clair de 16 ans se leva et dit : "Louez l'Éternel".

Toute l'Assemblée a crié de joie: Alléluia !

Elle poursuit en disant: "Depuis l'âge de 14 ans j'ai vécu des périodes menstruelles très douloureuses mais maintenant avec une série de prière et retraite avec le frère Paul dans sa chambre, mes menstrues ont cessé depuis plus de 3 mois maintenant. Plus de douleur, plus de règle. Vous pouvez même voir que je suis devenue plus grosse et plus jolie. C'est maintenant je profite encore de cette occasion pour lui redemander s'il peut encore m'aider à prier sérieusement pour le petit problème de vomissements, de fatigue, des crachats. Louez l'Éternel. L'église entière était silencieuse

Tous les regards se sont dirigés vers le frère Paul .

Le pauvre frère Paul s'est évanoui .

Nous venons d'apprendre qu'il s'est réveillé.

Quelques ambassades et consulats

- Ambassade des États-Unis; Tél: 22 61 54 70
- Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
- Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
- Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
- Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
- Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
- Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
- Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
- Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
- Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
- Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
- Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
- Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
- Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
- Consulat du Burkina Faso; Tél: 22 26 66 00
- Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
- Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
- Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
- RDC; Tél: 90 08 38 53

Les bons plans et les bonnes adresses à Lomé

BIBLIOTHEQUES

BIBLIOTHEQUE NATIONAL: Quartier Admi Tel: 22 21 04 10

CENTRE CULTUREL LOYOLA Quartier Agoè en face Camps FIR, Tel: 90 64 80 77

INSTITU FRANÇAIS DE LOME: Quartier Administratif; Tel: 22 23 46 60 / 22 23 46 65

LIBRAIRIE

GRAIN DE PENSEE: 30, bvd du 13 janvier Tel: 22 22 32 43

LIBRAIRIE BON PASTEUR: Quartier Assiganto Avenue Sylvanus Olympio Tel: 22 22 26 66

LIBRAIRIE BONNE SEMENCE: Quartier Avé Maria, Avenue du 30 Août

LIBRAIRIE STAR: Quartier Béniglato, rue du lac Togo Tel: 22 22 74 83

ESPACES CULTURELS

CENTRE BRIN DE CHOCOLAT: Quartier kodjoviakopé; Tel: 22 20 06 59 / 90 04 32 86

CENTRE CULTUREL: DENYIGBAN; Quartier St Joseph, rue Anima Tel: 22 41 98 16

CENTRE CULTUREL: LOYOLA; Quartier Agoè Tel: 90 64 80 77

CENTRE ODAYE: Quartier Hédrzanawoé Tel: 90 64 80 77

CENTRE ODAYE: Quartier Hédrzanawoé Tel: 22 42 12 07

MANNEQUINAT & HÔTESSE

ALLURE MODE AGENCY; Tel: 99 22 04 62

CHALLENGE AGENCY; Tel: 92 27 91 66

SALLE DE CINEMA

HARMONIE SIGNATURE: Résidence de la caisse Tel: 22 26 12 55

CANAL OLYMPIA: Tokoin Gbadago Tel: 98 34 83 52

CINEMA GREENFIELD; Quartier Tokoin hôpital Tel: 22 21 12 55

AGENCE DE COMMUNICATION

AG Partners: Sise à Cassablanca www.couleurafrique.com

Larry Event Day (LED)

Une agence événementielle, Organisation d'évènement privé et professionnel; Communication, Location d'espaces, Conseils, Wedding Planner et Décoration
Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54
Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers

SUPERS MARCHES A LOME

CONCORDE: (Atikoumé; juste à côté de l'UTB

RAMCO: (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)

LE CHAMPION SUPER MARCHÉ: (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43

FRUITS ET LEGUMES

MARCHE ABATTOIR: (Juste en face du Super Marche Le Champion)

MARCHE DE GOYI SCORE: (Juste en face du Super Marché RAMCO)

PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA: (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscains), Tél: 91 81 25 38

DANSE ET COURS DE ZUMBA

AFT : Quartier: Décon. Tél: 97 99 7919

COURS DE CAPOEIRA : Salle GYM TONIC.

Tél : 90 79 79 90

COURS DE ZUMBA : HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»;

Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30

COURS DE ZOUMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME) ;

Tél 90 30 38 75

CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine) ;

Tél : 90 15 39 87

SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra) ; Tél : 91 70 61 86

AVIATION

AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport)

Tél : 22 40 04 99

COURRIER EXPRESS

DHL (Qtier Nyékonakpoé, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51

EMS TOGO (Tél: 22 26 70 51)

FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage)

Tél: 22 21 24 96

TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68

SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

OPERATEURS TELEPHONIQUES

MOOV : Tél. 22 20 13 20

TOGO CELLULAIRE : Tél. 22 22 66 11

TOGO TELECOM : Tél. 22 21 47 14

SANTE GENERALISTES

DR CORINNE JOULIN-KARKA ; Tél: 22 23 46 77

CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37

CLINIQUE SAINT-RAPHAËL; Tél: 22 25 92 77

CHU TOKOIN; Tél: 22 21 25 01

CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68

HORLOGE PARLANTE; Tél: 116

CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat

Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72

OU MANGER ET DORMIR A LOME?

RESTAURANT LE TABLIER (Qtier Cacavéli, Bd de la Kara, 2è ruelle

à droite après pharmacie Shalom venant de Bodjona)

Tél: (00228) 91 36 23 66 / 96 96 80 80

HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30

HÔTEL BALKAN (Qtier Hédrzanawé) ; Tél : 22 61 30 63

LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél : 93 05 11 11

MUSCULATION ET MASSAGE

Le NAUTILUS-FITNESS : HOTEL RESIDENCE « LES ANGES»

Tél : 22 26 34 71 / 90 17 03 30

BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures) ; Tél: 90 24 10 72

GYM CENTER (Qtier Nyékonakpoé, Avenue Joseph Strauss) ;

Tél : 90 04 76 60

GYM FIL«O»PARC (Agoè Nyivé) ; Tél : 22 35 18 28

GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida) ; Tél : 22 71 49 70



CATALOGUE DES WEBINAIRES ANNEE 2025

N°	THÈMES	PÉRIODES
1	Les bonnes pratiques pour optimiser l'utilisation du matériel informatique	Mercredi 12 février 2025
2	Les bases de la communication institutionnelle	Mercredi 26 février 2025
3	La certification ISO: que savoir ?	Mercredi 12 mars 2025
4	Comprendre l'impôt: généralités	Mercredi 26 mars 2025
5	L'importance des statistiques dans le management organisationnel	Mercredi 9 avril 2025
6	Les enjeux du civisme fiscal	Mercredi 23 avril 2025
7	Processus budgétaire dans un service autonome : l'essentiel à savoir	Mercredi 7 mai 2025
8	Comprendre les missions de la douane et l'organisation des services douaniers	Mercredi 21 mai 2025
9	Les recettes fiscales et le financement de l'économie nationale	Mercredi 11 juin 2025
10	Le statut du personnel, ce qu'il faut en savoir	Mercredi 25 juin 2025
11	L'essentiel sur l'impôt sur le revenu des personnes physiques	Mercredi 9 juillet 2025
12	Comment se protéger du piratage informatique	Mercredi 23 juillet 2025
13	Processus d'élaboration et de suivi évaluation des plans stratégiques et opérationnels	Mercredi 13 août 2025
14	Les fondamentaux sur la nomenclature douanière	Mercredi 27 août 2025
15	Cadastre dans la sécurisation foncière	Mercredi 10 septembre 2025
16	Rôle de l'audit interne dans la performance d'une organisation	Mercredi 24 septembre 2025
17	Éthique et déontologie dans le secteur des finances publiques	Mercredi 8 octobre 2025
18	Rôles et intérêts des régimes économiques	Mercredi 22 octobre 2025
19	Comprendre les enjeux de la conservation foncière	Mercredi 12 novembre 2025
20	Les fondamentaux sur la TVA	Mercredi 26 novembre 2025
21	La fiscalité douanière, quelles en sont les principales composantes ?	Mercredi 10 décembre 2025

INSCRIPTION
ET PARTICIPATION
Gratuites

Secrétariat de l'IFFD-OTR,
situé au 1er étage du
bâtiment Annexe A,
au siège de l'OTR.

Pour toute information complémentaire
 +228 70 79 09 59

 Institut de Formation Fiscale et Douanière

www.iffd.otr.tg

Biodiversité

Mobiliser au moins 200 milliards de dollars par an d'ici 2030 pour inverser la tendance

À l'issue d'une conférence internationale dans la capitale italienne il y a quelques jours, des gouvernements du monde entier se sont enfin mis d'accord sur une nouvelle stratégie pour lever 200 milliards de dollars supplémentaires chaque année afin de mieux protéger la flore et la faune de la planète d'ici 2030.

à la suite de laquelle les gouvernements n'étaient pas parvenus à se mettre d'accord sur la question épineuse de savoir qui devrait payer l'addition pour protéger la flore et la faune. C'est désormais chose faite.

« Nous nous réjouissons de cette annonce. Nous devons mobiliser au moins

jusqu'en 2030.

« Ces journées de travail à Rome ont démontré l'engagement des Parties à faire progresser la mise en œuvre du cadre mondial pour la biodiversité », a salué Susana Muhamad, présidente de la COP16, soulignant « l'effort collectif pour parvenir à un consensus sur les

des ressources, le monde se sera donné les moyens de combler le déficit de financement de la biodiversité », a-t-elle ajouté.

Tenir les promesses faites au Canada et en Chine

Les négociateurs ont également convenu d'un ensemble d'indicateurs pour mesurer les progrès mondiaux et nationaux dans la mise en œuvre du Cadre mondial pour la biodiversité, élaboré lors de réunions à Kunming en Chine, et à Montréal au Canada, en 2022. Le Cadre mondial pour la biodiversité vise à lutter contre la perte de biodiversité, à restaurer les écosystèmes et à protéger les droits des peuples autochtones, qui souffrent de manière disproportionnée de la

et 30% des écosystèmes dégradés d'ici 2030. Actuellement, seuls 17% des terres et environ 8% des zones marines sont protégées. « Ce n'est qu'en travaillant ensemble que nous pourrions faire de la paix avec la nature une réalité », a déclaré Susana Muhamad.

Appel aux investisseurs pionniers

En marge de la COP16.2, le Fonds Cali, créé en Colombie fin 2024, a officiellement été lancé, inaugurant une nouvelle ère pour le financement de la biodiversité. « Le lancement d'aujourd'hui est l'aboutissement d'un multilatéralisme qui tient ses promesses », a déclaré Elizabeth Mrema, directrice exécutive adjointe du Programme des Nations unies pour l'environnement



Un sanctuaire de la biodiversité

Les discussions se sont prolongées tard dans la nuit du jeudi 27 février et jusqu'au petit matin du vendredi 28 février 2025. Cela fait en tout, trois jours de réunion dans le cadre d'une nouvelle conférence des États Parties à la Convention des Nations unies sur la diversité biologique ou biodiversité (CDB), qui a rassemblé du 25 au 27 février, à Rome, les gouvernements de 150 pays.

L'objectif était de combler certaines lacunes clés concernant le financement de la mise en œuvre du Cadre mondial pour la biodiversité de Kunming-Montréal (GBF). Cet accord historique signé en 2022 vise à stopper et inverser la perte de biodiversité d'ici 2030, alors que plus d'un million d'espèces végétales et animales sont aujourd'hui menacées d'extinction en raison notamment de l'augmentation des conflits, de la déforestation, de l'exploitation minière et du déversement de déchets toxiques.

Surnommée la COP 16.2, cette conférence à Rome reprenait les travaux de la COP 16 de novembre dernier à Cali, en Colombie,

200 milliards de dollars par an d'ici 2030 pour combler le déficit mondial de financement de la biodiversité », a déclaré le porte-parole du secrétaire général des Nations unies, Stéphane Dujarric, lors d'un point de presse à New York, le vendredi 28 février 2025.

200 milliards de dollars par an d'ici 2030

Dans le cadre de l'objectif visant à mobiliser 200 milliards de dollars par an d'ici 2030, les pays riches

questions clés qui étaient restées en suspens à Cali ».

Les gouvernements ont accepté de travailler à la réforme des outils financiers existants, en particulier pour fournir des ressources aux pays en développement, sous la direction temporaire des agences et partenaires des Nations unies.

« Nous disposons désormais d'un mandat clair », a déclaré Astrid Schomaker, secrétaire



perte de biodiversité et de la dégradation de l'environnement. Le cadre mondial contient

(Pnue).

« La balle est désormais dans le camp des entreprises du monde entier. Ceux qui contribuent au fonds entreront dans l'histoire comme des pionniers et en récolteront les fruits au fur et à mesure ». Les entreprises qui font un usage commercial des données issues des ressources génétiques de la nature devraient verser une partie de leurs revenus au fonds, qui servira à mettre en œuvre le Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal.

Au moins 50% des ressources du Fonds Cali seront allouées aux peuples autochtones et aux communautés locales, reconnus comme gardiens de la biodiversité.



se sont entendus sur une voie à suivre pour fournir 20 milliards de dollars par an aux pays en développement jusqu'en 2025, puis 30 milliards de dollars par an

exécutive de la Convention des Nations unies sur la diversité biologique de 1992. « En mettant en œuvre les autres éléments de soutien à la mobilisation

également des mesures concrètes pour stopper et inverser la perte de la nature, notamment des mesures de protection couvrant 30% de la planète

Relance de "Togo Propre"

Une table ronde pour un engagement collectif

Comme le sphinx renaît de ses cendres, l'opération "Togo Propre" revient bientôt avec plus d'entrain après quelques années d'interruption. Pour baliser ce retour, une table ronde inédite s'est tenue, ce 11 mars à Lomé, réunissant divers acteurs nationaux.

Chapeauté par le ministère des Droits de l'Homme, de la Formation à la citoyenneté et des relations avec les institutions de la République, la Table ronde des acteurs impliqués dans l'opération "Togo propre" a réuni une palette d'organisations. Venant des démembrés gouvernementaux, de la société civile, des communes et chefferies cantonales, cette rencontre vise à relancer l'opération "Togo propre".

Cette initiative, lancée en 2014 par le gouvernement togolais, vise à améliorer la salubrité publique à travers des actions mensuelles de nettoyage. Toutefois, la pandémie de Covid-19 avait ralenti son élan. La lutte contre l'insalubrité est devenue plus qu'une nécessité au Togo. Dans les grandes agglomérations, l'incivisme est devenu un fléau, alimenté par une mauvaise compréhension

de la démocratie. Les rues jonchées de déchets, la prolifération des dépotoirs sauvages et l'absence de gestion des eaux usées témoignent d'une situation alarmante. L'opération "Togo Propre", qui se déroule chaque premier samedi du mois, est une réponse à cette crise environnementale. Sa redynamisation va concourir à assainir le cadre de vie à Lomé.

Le directeur de la formation civique, Talim Anathème a souligné l'importance de cette table ronde : « La rencontre de ce jour... s'inscrit dans le cadre de la relance de l'opération Togo Propre ». Un moment pour réinventer la stratégie de mobilisation et redonner à cette opération sa place dans les réflexes citoyens. Car au-delà du simple nettoyage, cette initiative vise à renforcer la responsabilité citoyenne et à instaurer des habitudes



Table ronde des acteurs impliqués dans l'opération "Togo propre", ce 11 mars à Lomé

durables.

Le ministre Pacôme Adjourouvi a quant à lui rappelé la portée de l'opération : « Cette rencontre est essentielle, car elle touche à une problématique qui concerne chacun d'entre nous, la propreté de notre cadre de vie, la préservation de notre environnement et, par extension, la santé

publique ». Il a insisté sur l'importance de la collaboration entre tous les acteurs, qu'ils soient des collectivités locales ou des organisations de la société civile, pour garantir la réussite de cette noble cause.

« S'il est vrai qu'une ville propre est un gage d'esthétique, il est aussi

vrai qu'elle est un facteur de bien-être et un reflet de notre engagement collectif pour une citoyenneté environnementale responsable capable d'impulser le développement », a conclu le ministre. L'heure est à l'action, et le Togo se prépare à redéfinir les standards de propreté.

Edy Alley

BULLETIN D'ABONNEMENT



Vous êtes un **annonceur**, un **privé**, une **agence conseil** en communication ou un **homme d'affaires**? Vous avez besoin d'une communication dans le journal **Togo Matin**?

BP: 30117 Lomé-Togo
Tél: 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail: atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
tw: @togomatin1

Abonnez-vous au journal quotidien **TOGO MATIN** !

Souhaitez-vous vous abonner au journal Togo Matin ou l'offrir à un (e) ami (e) ou à vos proches?

Nom ou raison sociale:
Profession ou activité:
Adresse: / BP:
Tél: / E-mail:

► Je m'abonne

- | | | |
|----|-------------------------|-------------|
| 01 | Abonnement mensuel: | 5.000 FCFA |
| 02 | Abonnement trimestriel: | 15.000 FCFA |
| 03 | Abonnement semestriel: | 20.000 FCFA |
| 04 | Abonnement annuel: | 40.000 FCFA |

NOTRE APPLICATION

Économies
AFRICAINES

sur



**GRATUITE
SIMPLE
INSTANTANÉE**

Emportez l'économie partout avec vous en téléchargeant notre application, votre source exclusive d'analyses multisectorielles percutantes

